

2013, année d'inquiétudes, année d'espoirs

Comme le dit à juste titre, dans l'entretien qu'il a accordé à *Diasporiques*¹, Jean-Marc Roirant, le Secrétaire général de la Ligue de l'enseignement : comment parler sérieusement de démocratie sociale et de démocratie citoyenne quand une bonne partie des citoyens est au chômage, ou dispose de très faibles ressources, voire vit au-dessous du seuil de pauvreté ? L'intérêt que nous portons par vocation aux questions culturelles (nous ne saurions oublier le sous-titre de notre revue : *Cultures en mouvement*) ne nous laisse évidemment pas indifférents à la première priorité des Français : la lutte contre le chômage. On connaît les engagements du président de la République à cet égard et, contrairement aux Cassandre de tous bords, nous espérons fermement qu'il parviendra à les tenir.

Cela étant, les graves difficultés du présent ne sauraient effacer les préoccupations essentielles du futur. L'année 2013 précède celle des élections européennes et, si l'Europe est effectivement « notre avenir », nous devons aussi nous interroger sur celle que nous appelons de nos vœux. Comment rendre compatibles la façon dont les gens vivent à l'échelle locale, compte tenu des cultures dont ils sont imprégnés et des contraintes de tous ordres auxquelles ils sont soumis (y compris les lourdes contraintes économiques dues à un monde dominé par le capitalisme financier), et la manière dont ils peuvent s'intégrer dans des ensembles emboîtés de plus en plus vastes (région, État, Europe, monde) ? Des ensembles dont ils ont souvent l'impression que, plus ils sont vastes et donc loin d'eux, plus ils leur « prennent » plutôt qu'ils ne leur « apportent ». Et l'Union européenne actuelle a, on le sait, fort mauvaise presse de ce point de vue !

Comment donc rapprocher l'Europe formelle de l'Europe des peuples ? Notre sentiment est qu'il y a deux façons complémentaires, l'une et l'autre essentielles, de le faire.

La première – celle que nous expose avec passion Jean-Marc Roirant dans ce premier *Diasporiques* de l'année 2013 à partir de sa longue expérience en la matière, celle en particulier du *Forum civique européen* dont il est l'un des principaux créateurs et le président – est de faire en sorte qu'on comprenne de mieux en mieux à Bruxelles que les institutions européennes ne seront véritablement reconnues pour « leurs » par les Européens que si elles prennent beaucoup mieux en compte la volonté des citoyens d'être partie prenante de la façon dont ils sont gérés, que si « l'Europe des citoyens » passe du stade d'utopie à celle de réalité opérationnelle.

¹ p. 6.

La seconde, plus ambitieuse peut-être encore parce que remettant explicitement en question « l'ordre établi », consiste à s'attaquer de front à la question centrale que nous avons déjà abordée dans la revue mais qu'il est urgent d'approfondir : l'Europe peut-elle se contenter d'être, d'une façon ou d'une autre, une association d'États-nations ? Ne doit-elle pas, impérativement, aller plus loin, en prenant explicitement conscience que les États-nations constituent une étape, certes importante et en grande partie irréversible, de la structuration des collectivités humaines, mais qu'ils n'en sont pas nécessairement l'aboutissement intangible ?

Dans ce numéro encore, Joël Roman amorce nos réflexions à ce sujet en évoquant certaines des grandes étapes passées de la structuration des sociétés, avant que n'émergent les États-nations, et en soulevant dès lors la question des étapes à venir. Et c'est sans doute à cette occasion que nous pourrons poser explicitement la question fondamentale de la présence dans l'espace commun et du poids spécifique des « peuples européens » en tant que tels, en nous interrogeant sur le sens qu'il convient de donner à cette expression. Ce qui nous conduira à revenir sur plusieurs problèmes majeurs, au rang desquels la signification exacte du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la situation spécifique des peuples transnationaux (comme les Roms) ou encore le concept généralisé de diasporicité qui légitime le titre-même de la revue.

D'où venons-nous ? Qui sommes-nous ? Où sommes-nous ? Où allons-nous ? Ces quatre questions existentielles posées en son temps par Théophile Moreux, abbé et astronome, demeurent fondamentalement celles qui interpellent légitimement tous ceux de nos compatriotes qui ont compris que leur insertion dans l'espace national ne remontait pas nécessairement pour tous à la nuit des temps, que leurs racines identitaires étaient multiples et sources d'enrichissement réciproque du fait même de leur diversité, que leur avenir dépendait non seulement des contraintes de tous ordres auxquelles nous sommes soumis mais aussi de leur volonté de construction délibérée d'un espace collectif fondé sur un principe de reconnaissance a priori, pour autant qu'elle soit réciproque, de l'égalité dignité des cultures. Ce qui n'implique nullement quelque forme que ce soit de relativisme culturel : c'est bien sur une entente fondamentale sur ce que nous considérons comme les droits imprescriptibles de l'Homme que nous pourrons construire un espace politique européen commun, que nous pourrons donner une âme à l'Europe et donc véritablement la faire nôtre. ☺